

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ DU CANADA MESURE CONCERNANT LES DROITS RELATIFS AU PÉTROLE ET AU GAZ

La Chambre reprend l'étude du bill C-48, tendant à régler les droits relatifs au pétrole et au gaz sur les terres du Canada et à modifier la loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz, dont le comité permanent des ressources nationales et des travaux publics a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que des motions n° 21 de M. Wilson et n° 22 de M. Waddell.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Lorsque nous avons suspendu la séance à 5 heures, le député de Red Deer (M. Towers) avait la parole.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, au début de mon intervention de cet après-midi, j'ai expliqué que le problème, non seulement dans ce bill mais aussi dans l'ensemble de l'industrie pétrolière, c'est que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) croit avoir découvert une mine d'or. Le gouvernement est dans une situation si désespérée que le ministre a cru découvrir la poule aux œufs d'or, mais il s'agit ici d'or noir qui est extrait du sol.

Le ministre n'est pas très réaliste de vouloir procéder à des confiscations. Si l'industrie pétrolière et gazière est ce qu'elle est aujourd'hui, c'est avant tout l'œuvre de l'entreprise privée.

Il y a une quarantaine d'années, le premier ministre de l'Alberta a fait une tournée dans l'Est pour convaincre les investisseurs de financer l'industrie de sa province. A cette époque, cela n'intéressait personne et le premier ministre s'est donc tourné vers les investisseurs américains. C'est l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis sont si présents dans notre industrie pétrolière et gazière. Aujourd'hui, tout change. Comme je l'ai dit, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources rêve en couleurs, ce qui est bien dommage, car nous allons tous en pâtir. On rêve quand on se figure que notre pays sera d'ici à 1990 autosuffisant en matière de pétrole. Au train où vont les choses, c'est comme si on courait après un mirage.

D'énormes capitaux, aussi bien dans l'industrie pétrolière que dans d'autres industries, ont fui le pays. Une entreprise digne de foi a évalué ces fuites à environ 17 milliards par année. La faute en revient en bonne partie à l'état morbide du secteur pétrolier. C'est la politique actuelle du gouvernement qui fait fuir une partie des entreprises pétrolières et qui nuit au dynamisme du secteur privé. On ne peut avoir un secteur privé prospère avec un gouvernement qui confisque les propriétés en prétendant qu'il applique sa politique de canadianisation alors qu'en réalité, il nationalise ce secteur.

Cela fait perdre confiance. Je ne me tromperais guère en disant que le gouvernement fédéral a affecté des deniers publics s'élevant à deux milliards de dollars à Petro-Canada. C'est probablement la dette que les contribuables devront

Pétrole et gaz du Canada—Loi

acquitter. En outre, une somme de 1.5 milliard a été consacrée à l'achat de Petrofina. Ni le contribuable canadien ni le gouvernement fédéral ne réaliseront des profits sur ce placement. Toutefois, si l'industrie privée avait effectué ce placement, elle aurait réalisé des profits, car c'est ainsi que fonctionne le secteur privé.

C'est le fondement solide sur lequel repose l'industrie, mais le gouvernement a jugé bon d'anéantir tout cela. C'est regrettable, car l'industrie canadienne du pétrole et du gaz a accompli de grands progrès. Le Canada était sur le point d'atteindre l'autarcie pétrolière, mais comme le pétrole obsède le ministre de l'Énergie, il a détruit tout cela. En fin de compte, nous souffrirons tous à cause de la ligne de conduite du gouvernement. De fait, nous en souffrons déjà.

Il n'y a pas tellement longtemps, on commençait à exploiter l'immense projet des sables bitumineux, j'ai eu l'honneur de m'entretenir avec le président de l'entreprise à l'époque. Il m'a dit que nous ne possédions pas les connaissances et la compétence techniques pour exploiter efficacement ce projet, mais que nous étions en train de les acquérir dans le nord de l'Alberta. Pour réaliser l'autosuffisance énergétique, c'est dans ce sens-là qu'il faut s'orienter. Mais que se passe-t-il aujourd'hui? Non seulement perdons-nous le matériel de forage, et les compagnies perdent-elles leur enthousiasme pour lancer des projets, mais nous sommes en train de perdre les techniciens dont nous avons besoin pour devenir autosuffisants. N'importe qui dans l'industrie vous dira qu'il faut deux ou trois ans pour former les spécialistes requis pour ces travaux. Mais on n'en forme pas. M. Jack Masters, président de la Canadian Hunter Exploration Ltd., et les agents d'immigration américains vous confirmeront la ruée des spécialistes canadiens du pétrole vers les États-Unis. Ils y vont manifestement parce que c'est l'endroit le plus près où trouver des emplois. Et, à n'en pas douter, parce que les États-Unis rêvent aussi d'autosuffisance dans un avenir pas trop éloigné. Le rêve canadien est en train de s'estomper. Tout ce monde-là quitte le Canada à cause du Programme énergétique qui force les petites compagnies pétrolières indépendantes à réduire leurs coûts en mettant à pied leur personnel technique.

● (2010)

C'est mauvais, monsieur l'Orateur. D'après l'orientation que prend le gouvernement, nous nous retrouverons avec une ou deux sociétés pétrolières nationales géantes. Cela signifie qu'il n'y aura pas de place pour les petites sociétés canadiennes. Bien des gens ne comprennent pas vraiment ce qu'est le secteur pétrolier. Ils s'imaginent qu'il n'y a que des millionnaires dans ce domaine, et ils ne pensent qu'en termes de multinationales. Il y a des centaines de petites sociétés canadiennes qui doivent prendre part à notre quête de l'autosuffisance pétrolière ou énergétique. Si nous les perdons, il nous sera impossible de réaliser cette autonomie d'ici 1990.

Entre 25 et 35 sociétés énergétiques canadiennes ont ouvert des bureaux dans les neuf États de la région des montagnes rocheuses depuis 21 mois. Cela inclut des gens dont nous avons besoin au Canada. M. Masters a ajouté: «une véritable panique s'est emparée des meilleurs techniciens de l'industrie pétrolière canadienne. Ils essaient de sauver leur peau, leur salaire et leur mode de vie en déménageant aux États-Unis.» M. Masters et d'autres personnes compétentes en la matière craignent que des mises à pied massives nous attendent au tournant.